

relative au régime des études et contrôle des connaissances de la

**Licence Droit, Économie, Gestion
Mention Droit
Parcours type Droit et Monde Hispanique
Deuxième année
Pour l'année universitaire 2018-2019**

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 1er août 2011 relatif à la licence,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation du 23 mai 2016 autorisant l'Université à délivrer le diplôme de Licence Droit, Économie, Gestion, mention Droit,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élue étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu l'avis du conseil de faculté en date du 13 février 2018

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances de la licence Droit, Economie, gestion mention Droit parcours type droit et monde hispanique 2ème année sont fixées comme suit,

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. Objectifs de la formation

1.1-La licence Droit, Économie, Gestion, mention Droit, parcours type Droit et Monde hispanique, est une formation universitaire généraliste permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et des compétences en droit français et en droit des pays hispanophones en langue espagnole de spécialité (notamment juridique).

ARTICLE 2. Accès de plein droit

2.1 - L'inscription annuelle à la 2ème année de la licence Droit, Économie, Gestion, mention Droit, parcours type, Droit et monde hispanique est ouverte de plein droit en formation initiale aux étudiants ayant validé la licence 1 mention Droit, parcours type Droit et monde hispanique. A l'issue des semestres 3 et 4 l'étudiant doit s'inscrire obligatoirement au semestre 5 de la Licence Droit - parcours Droit et monde hispanique.

Les étudiants en situation d'échec à l'issue des semestres 3 et/ou 4 ne peuvent être admis à redoubler qu'après avis favorable d'une commission pédagogique dont les membres seront désignés par le Doyen.

Aucun enjambement entre la 2ème année et la 3ème année de la Licence Droit – parcours type Droit et monde hispanique n'est autorisé.

ARTICLE 3. Mobilité internationale

3.1 - Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants de la Deuxième année de la licence Droit, Économie, Gestion, mention Droit, parcours type Droit et Monde hispanique, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale. Une mobilité dans un pays hispanophone est obligatoire en L3 pour les étudiants de LDE.

TITRE II - ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 4. Organisation de la formation

4.1 - La Deuxième année de la licence Droit, Économie, Gestion, mention Droit parcours type Droit et monde hispanique, est organisée sur deux semestres. Elle est composée d'unités d'enseignement (UE) donnant droit à des crédits (ECTS). Le premier semestre comprend 7 unités d'enseignement, le second semestre, 7 unités d'enseignement, totalisant chacun 30 crédits. Les modalités de contrôle des connaissances sont explicitées en annexe du présent document.

4.2 - Les matières concernant le monde hispanique (droit ou civilisation) sont enseignées en langue espagnole 36 h CM sur 147 semestre 3, 63h de CM sur 153 semestre 4.

ARTICLE 5. Modalités de constitution des groupes de cours magistraux (CM)

5.1 - L'enseignement comprend des cours magistraux (CM) et des travaux dirigés (TD).

5.2 - Les CM en langue vivante de spécialité (espagnol juridique) sont obligatoires et l'assiduité est contrôlée.

ARTICLE 6. Obligation d'assiduité en travaux dirigés (TD)

6.1 - Les travaux dirigés sont assurés et notés sous la responsabilité des enseignants titulaires du cours magistral. L'assiduité et la participation sont prises en compte dans la notation. L'assiduité est obligatoire et contrôlée par l'enseignant chargé de TD.

Après trois absences non justifiées en TD, l'étudiant se voit attribuer la note de zéro.

Les justificatifs d'absence doivent parvenir à l'enseignant en charge du TD lors de la séance qui suit l'absence.

6.2 - La présence en travaux dirigés de langue vivante est obligatoire selon les mêmes modalités que les travaux dirigés classiques.

ARTICLE 7. Module vie professionnelle et stage

8.1 - S'il le souhaite, l'étudiant peut effectuer un stage d'une durée minimale d'une semaine dans le courant de l'année universitaire.

Ce stage a pour finalité de favoriser son insertion professionnelle en lui permettant d'acquérir et de valoriser des compétences.

8.2 – La mise en œuvre du module vie professionnelle est confiée au SUIO-IP et se compose de temps d'information et d'accompagnement. Ce module permet également de valoriser l'engagement étudiant. L'objectif étant de faciliter l'insertion professionnelle.

Les modalités d'organisation de ce module sont détaillées en annexe.

Ainsi à l'issue du semestre 4, chaque étudiant ayant suivi l'ensemble du programme pourra se voir attribuer au semestre 4 des points de bonification.

TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

ARTICLE 8. Organisation des examens

8.1 - Il existe une session d'examen et une session de rattrapage dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions.

ARTICLE 9. Modalités d'organisation de la première session

9.1 - Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées :

- ▶ par un contrôle continu pour les travaux dirigés,
- ▶ par un examen terminal à la fin de chaque semestre pour les autres matières

9.2 - Contrôle continu :

Le contrôle continu s'effectue lors des séances de travaux dirigés.

La note attribuée dans le cadre du contrôle continu résulte notamment d'une ou plusieurs épreuves pouvant être réalisées sous forme d'écrits, d'oraux, de projets ou de travaux de groupe. Les notes de travaux dirigés sont attribuées sous la responsabilité de l'enseignant titulaire du cours magistral.

9.3 - Examen terminal :

L'examen de chaque semestre comporte une épreuve écrite d'une durée variable de 3 ou de 2 heures.

Toute absence justifiée ou injustifiée à l'examen terminal est sanctionnée par la note 0.

Les justificatifs d'absence à une épreuve doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

ARTICLE 10. Modalités d'organisation de la session de rattrapage

10.1 Il est organisé une session de rattrapage donnant aux étudiants la possibilité de valider les unités d'enseignement qui leur ont fait défaut sur les deux semestres conformément à l'arrêté de session 2 votée en CFVU du 26 septembre 2017 (cf. annexe).

ARTICLE 11. Bonifications

11.1 - Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés en annexe du présent arrêté.

Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés, sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.

Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation.

Pour chaque semestre, l'ensemble des bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné dans la limite de 3,33% du total des points.

Seuls les points au-dessus de 10/20 seront pris en compte.

Les bonifications sont valables uniquement pour l'année universitaire en cours.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 12. Condition de validation des unités et des semestres

12.1 - Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

► Isolément :

Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne (note d'examen + note de contrôle continu si la matière a été choisie en travaux dirigés).

► Par compensation :

Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives, soit un total de points de 300/600 ; dans ce cas les unités où le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation. La validation du semestre emporte l'acquisition des 30 crédits européens correspondants (ECTS).

Si la matière est obtenue par compensation, les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

12.2 - Dans les unités non validées les matières sont validées et capitalisées isolément dès lors que l'étudiant y obtient la moyenne

Dans les matières non validées, l'étudiant ne conserve pas le bénéfice des notes obtenues aux épreuves si la matière prévoit un ensemble CM+TD.

12.3 - Les semestres sont validés isolément ou par compensation

► Isolément :

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

► Par compensation :

La compensation est organisée entre les 2 semestres consécutifs du même niveau sans note éliminatoire.

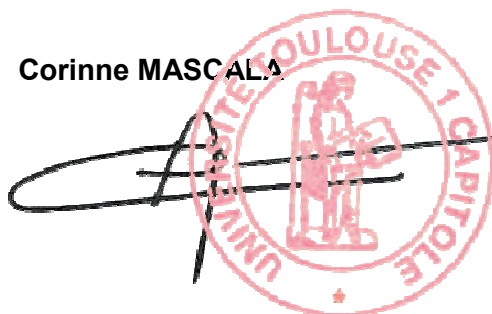
ARTICLE 13. Conditions d'attribution d'une mention

13.1 - L'obtention du semestre donne lieu à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

Fait à Toulouse le 20 mars 2018

Corinne MASCALA



La présidente de la commission de la Formation et de la
Vie Universitaire

PJ : annexes

Licence mention Droit parcours-type Droit et monde hispanique 2^{ème} année 2018-2019

Semestre 1	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	Points CM	Points TD	Total Points Enseignement
UE1	Doit civil 1	Obligatoire	5	30	13.5	Contrôle terminal - Ecrit de 3h	50	50	100
UE2	Droit administratif 1	Obligatoire	5	30	13.5	Contrôle terminal - Ecrit de 3h	50	50	100
UE3	Droit pénal	Obligatoire	4	30	13.5	Contrôle terminal - Ecrit de 3h	40	40	80
UE4	Langue vivante : Anglais	Obligatoire	2		13.5	Contrôle continu		40	40
UE5	Droit fiscal comparé	Obligatoire	5	21	13.5	Grand oral bilingue 30 minutes	50	50	100
UE6	L'Espagne dans l'Europe	Obligatoire	4	21		Ecrit 2h	80		80
UE7	Les autonomies	Obligatoire	5	15	13.5	Ecrit 2h	50	50	100
Bonification	Activité sportive, orchestre UT1 : 3.33% des points total du semestre	Facultatif							
TOTAL semestre 1			30	147	81		320	280	600

Licence mention Droit parcours-type Droit et monde hispanique 2ème année 2018-2019

Semestre 2	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	Points CM	Points TD	Total Points Enseignement
UE1	Droit civil 2	Obligatoire	5	30	13.5	Contrôle terminal - Ecrit de 3h	50	50	100
UE2	Droit administratif 2	Obligatoire	4	30	13.5	Contrôle terminal - Ecrit de 3h	40	40	80
UE3	Droit des affaires 2	Obligatoire	5	30	13.5	Contrôle terminal - Ecrit de 3h	50	50	100
UE4	Langue vivante : Anglais	Obligatoire	2		13.5	Contrôle continu		40	40
UE5	Langue et civilisation hispano-américaine	Obligatoire	4	21		Ecrit 2h Oral	40 40		80
UE6	Le triangle Espagne, Europe, Amérique	Obligatoire	5	21		Ecrit 2 h	100		100
UE7	Symétrie et asymétrie structurelle d'Amérique Latine	Obligatoire	5	21		Ecrit 2h Oral	50 50		100
	Vie professionnelle amphi d'informations	Facultatif							
Bonification	Activité sportive, orchestre UT1 concours cf : liste:Engagement citoyen	Facultatif							3,33% des points du semestre
TOTAL semestre 2			30	153	54		420	180	600



ANNEXE AUX ARRETES DE MODALITES DE CONTROLE DE CONNAISSANCE DE LICENCE

MODULE VIE PROFESSIONNELLE

La mise en œuvre du module Vie Professionnelle est confiée au SUIO-IP et se compose de temps d'information et d'accompagnement.

L'objectif étant de faciliter l'insertion professionnelle des étudiants et de valoriser l'engagement étudiant.

Pour prétendre aux points de bonification en Licence 2, l'étudiant doit valider ce module dans les conditions indiquées ci-dessous :

« Engagement social et citoyen »:

- Avoir assisté à la réunion de présentation du module ;
- **ET** s'être engagé auprès d'une association labellisée UT1 ou à caractère strictement social et citoyen (le SUIO-IP valide le respect de ce critère)
- **ET** avoir participé à au moins deux ateliers du SUIO-IP (l'atelier « Valoriser mon engagement associatif » au second semestre est obligatoire)
- **Dossier à rendre** : une restitution écrite sous la forme d'une fiche analytique « Mon engagement » sur la plateforme PEC.

Pour valider ce module, les étudiants doivent obligatoirement s'inscrire en ligne au cours du 1^{er} semestre de l'année universitaire selon le calendrier établi par le SUIO-IP.

Ils ont donc jusqu'à la fin du M1 pour réaliser l'ensemble de l'une ou l'autre des modalités.

La liste des ateliers/ Mini-conférence/Forums/... proposés est disponible dans la rubrique Orientation/Insertion sur l'intranet de l'université.

Liste des concours soumis à bonification

Les étudiants participant aux concours ci-dessous peuvent obtenir une bonification dès lors qu'ils ont été sélectionnés par une instance organisatrice du concours auquel ils participent ;

- 1) Concours interaméricain des droits de l'homme
- 2) Concours Charles Rousseau
- 3) JESSUP
- 4) Concours René Cassin
- 5) Concours de plaidoirie Willem
- 6) Concours de plaidoirie en propriété intellectuelle CN2PI
- 7) Concours Georges Vedel
- 8) 24h du droit de la santé
- 9) Prix Jean-Louis Magnan (ARNU)
- 10) Concours d'arbitrage de ScPo Paris
- 11) Concours Claude Lombois droit international
- 12) Concours droit Pictet Croix Rouge Française
- 13) Concours international d'Arbitrage Francophone de Montpellier
- 14) Concours de la SACEM (droit d'auteur)
- 15) Prix du meilleur jeune auteur en droit du travail
- 16) Trophée du meilleur jeune juriste de droit du travail
- 17) Concours du CNEPN (droit notarial)
- 18) Trophée du meilleur jeune fiscaliste (Ernst & Young)
- 19) European Human Rights Moot Court Competition
- 20) Frankfurt Investment Arbitration Court Moot
- 21) Concours Lysias
- 22) Concours national d'éloquence
- 23) Paris International Model United Nations (PIMUN)
- 24) Digital Law Moot Court Competition
- 25) As de la plaidoirie (seulement à partir de la demi-finale)
- 26) Prix juridique Internet et media